

[aefinfo.fr](https://www.aefinfo.fr)

Il va y avoir des ruptures promet Sébastien Lecornu en succédant à François Bayrou à Matignon

Olivier Dhers

10–13 minutes

"On va y arriver", a affirmé le nouveau Premier ministre, Sébastien Lecornu, lors de la passation de pouvoir avec François Bayrou, le 10 septembre 2025 à Matignon. Le ministre des Armées sortant a assuré vouloir "mettre fin au double décalage entre la situation politique et ce qu'attendent nos concitoyens pour leur vie quotidienne". Pour y parvenir, il compte être "plus créatif dans la manière de travailler avec nos oppositions" et juge qu'il "va falloir des ruptures" pour que le futur gouvernement puisse trouver des compromis politiques à même de permettre l'adoption d'un budget pour 2026.



La passation de pouvoir entre François Bayrou et Sébastien Lecornu figure parmi les plus brèves de l'histoire récente. Capture d'écran BFMTV

Après une heure d'entretien dans le cadre de la passation de pouvoir organisée mercredi à Matignon, les deux discours de François Bayrou et de son successeur, Sébastien Lecornu, auront duré moins de dix minutes. Déchu après son échec à obtenir la confiance de l'Assemblée nationale lundi 8 septembre, François Bayrou a assuré de son aide le nouveau Premier ministre et son futur gouvernement car "le moment est dangereux". L'ex-chef du gouvernement l'a invité à "rassembler" et à "inventer le monde nouveau" en le faisant "à partir de la réalité". Sébastien Lecornu a, lui, confirmé qu'il recevra les forces politiques et syndicales dans les prochains jours, de premiers contacts téléphoniques ayant déjà été pris, y compris ce matin même.

Cette passation de pouvoir entre François Bayrou et Sébastien Lecornu, dont le directeur de cabinet sera le haut fonctionnaire Philippe Gustin ([lire sur AEF info](#)), intervient dans un

contexte social à haut risque. Le choix d'Emmanuel Macron de nommer un de ses fidèles, membre du parti présidentiel Renaissance comme l'étaient Élisabeth Borne en 2022 et Gabriel Attal en 2024, avant les intermédiaires Michel Barnier (LR) et François Bayrou (Modem), est jugé comme une provocation par les participants à la journée de mobilisation sous le mot d'ordre "Bloquons tout" qui se déroule ce mercredi sur l'ensemble du territoire.

De multiples opérations sont toujours en cours, dont des grèves sectorielles notamment dans les services publics, alors que quelque 80 000 policiers et gendarmes sont mobilisés et que des blocages ont été organisés sur la voie publique ou devant des établissements scolaires. Plusieurs heurts entre les manifestants et les forces de sécurité se sont produits dès le début de la matinée, avec plus de 200 interpellations à la clé en milieu de journée, la grande majorité à Paris.

premiers contacts syndicaux

Côté syndicats, qui ont par ailleurs tous appelé à une journée de mobilisation interprofessionnelle le jeudi 18 septembre, un rassemblement a été prévu dans le quartier parisien du Châtelet où quelques milliers de personnes étaient rassemblées à 13h30. Seules toutes les composantes de l'union syndicale Solidaires ont formellement appelé à participer à l'appel "Bloquons tout" ce mercredi. Les autres organisations se sont soit désolidarisées de ce mouvement, telles que la CFDT ou la CFE-CGC, ou ont laissé le choix à leurs membres d'en débattre et d'y participer comme la CGT.

Signe que Sébastien Lecornu ne veut manifestement pas négliger les partenaires sociaux, il a d'ores et déjà contacté certains d'entre eux, à l'instar de Frédéric Souillot, le secrétaire général de Force ouvrière qui l'a lui-même confirmé ce matin. Dans sa très brève allocution, le nouveau Premier ministre a semblé vouloir rassurer ses futurs interlocuteurs quant au changement de posture du gouvernement. Il a ainsi promis des "ruptures" et d'être "plus créatif dans la manière de travailler avec [les] oppositions". Avec pour ambition de "mettre fin au double décalage entre la situation politique et ce qu'attendent nos concitoyens pour leur vie quotidienne".

équation budgétaire et politique

La tâche semble ardue car, de fait, la nomination de Sébastien Lecornu ne change rien à l'équation budgétaire, et donc éminemment politique, que devaient déjà tenter de résoudre tous les gouvernements successifs depuis le début du second mandat d'Emmanuel Macron. L'absence de majorité à l'Assemblée nationale, dont la fragmentation a encore été aggravée après la dissolution du 9 juin 2024, a imposé de trouver de difficiles compromis au cas par cas entre les groupes parlementaires pour faire adopter les textes législatifs.

À l'exception des PLF et PLFSS 2025 promulgués avec respectivement six semaines et deux mois de retard après l'adoption d'une loi spéciale, l'exercice s'est révélé impossible depuis trois ans sans recours à une adoption sans vote des députés via l'article 49-3 de la Constitution. Et c'est sur ces textes budgétaires que le gouvernement de Michel Barnier avait auparavant été censuré début décembre 2024.

des consultations avant un gouvernement

Comme demandé par Emmanuel Macron, Sébastien Lecornu a ainsi pour première mission de "consulter les forces politiques représentées au Parlement en vue d'adopter un budget pour la Nation et [de] bâtir les accords indispensables aux décisions des prochains mois". Rompant avec la tradition, ce n'est qu'après ces discussions que le nouveau Premier ministre proposera au chef de l'État un nouveau gouvernement.

Dans un communiqué diffusé mardi en début de soirée, l'Élysée a fixé les priorités de la feuille de route du nouveau locataire de Matignon : "la défense de notre indépendance et de

notre puissance, le service des Français et la stabilité politique et institutionnelle pour l'unité du pays". Optimiste, le président de la République s'est dit "convaincu que sur ces bases une entente entre les forces politiques est possible dans le respect des convictions de chacun".

gages nécessaires aux oppositions

S'agissant des partis de gauche, LFI en tête, l'objectif semble hors de portée. Idem du côté de l'extrême droite, le RN et ses alliés de l'UDR emmenés par l'ex-président LR, Éric Ciotti, demandant a minima une nouvelle dissolution, voire la démission d'Emmanuel Macron. Le PS semble davantage ouvert à la discussion en demandant toutefois à Sébastien Lecornu de "renoncer au 49-3" comme l'a fait savoir son premier secrétaire, Olivier Faure, sur les ondes de France info, ce mercredi matin.

Il faudra donc donner de sérieux gages aux socialistes, qui ont récemment fait connaître leur projet de contre-budget prévoyant 21,7 milliards d'euros de moindres dépenses en 2026 contre près de 44 Md€ dans la version de François Bayrou. Les attentes du PS sont fortes, en particulier en matière de "justice fiscale" pour générer près de 27 milliards de recettes nouvelles notamment via l'instauration d'une taxe sur les plus hauts patrimoines, ou encore dans le champ de l'investissement public pour financer un nouveau plan de relance.

voie étroite

La voie du compromis semble donc étroite. Sachant que par voie de communiqué publié mardi soir, le PS a par ailleurs exclu toute participation d'un de ses membres au futur gouvernement. Sébastien Lecornu devra aussi tenir compte des souhaits, voire des exigences, exprimées par les formations du bloc dit central (Renaissance, Modem, Horizons), dont les représentants sont appelés à constituer une bonne part du nouveau gouvernement. Et des demandes des Républicains qui ont fait connaître leur propre projet budgétaire avant l'été, en insistant sur leur opposition frontale aux hausses d'impôt, sur leur rejet des politiques qualifiées d'assistanat, et sur la priorité devant être donnée selon le parti du ministre de l'Intérieur démissionnaire, Bruno Retailleau, à la sécurité et à la restriction de l'immigration légale comme illégale.

Malgré le défi qu'elles représentent et le fait que les orientations présentées mi-juillet dernier par François Bayrou vont nécessairement servir de base aux prochains PLF et PLFSS, ces discussions ne devront pas trop s'éterniser en raison du calendrier très contraint qui encadre l'examen par le Parlement des textes budgétaires. Le projet de loi de finances est habituellement adopté en Conseil des ministres le dernier mercredi du mois de septembre, pour être en théorie déposé sur le bureau de l'Assemblée nationale le 1er octobre au plus tard, puis être impérativement promulgué, comme le projet de loi de financement de la sécurité sociale, avant le 1er janvier prochain. Ce que n'était pas parvenu à faire le gouvernement de Michel Barnier l'année dernière, avec pour conséquence l'ouverture d'une période inédite d'incertitude tant politique qu'économique sous la Ve République.

le parcours de sébastien lecornu

Né le 11 juin 1986, titulaire d'un master de droit public de l'université Paris Panthéon-Assas (2008), Sébastien Lecornu commence sa carrière comme assistant parlementaire du député LR de l'Eure, Franck Gilard, entre 2005 et 2008. En 2008, il rejoint le ministère des Affaires étrangères comme conseiller technique chargé des questions institutionnelles et des affaires intérieures au SEAE (Service européen pour l'action extérieure), fonction qu'il exerce pendant trois ans, avant de devenir conseiller chargé des affaires réservées de

Bruno Le Maire au ministère de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Pêche, jusqu'en mai 2012.

Entre décembre 2012 et mars 2015, il est directeur associé de l'agence de conseil en communication et stratégie publique, Hémisphère public. Parallèlement, il est élu député suppléant de la 5e circonscription de l'Eure en juin 2012 sous l'étiquette UMP, puis, en avril 2014, maire de Vernon (Eure) et premier vice-président de la communauté d'agglomération des Portes de l'Eure. En avril 2015, il est élu président du conseil départemental de l'Eure et abandonne son mandat de maire (il reste premier adjoint de Vernon). Il exerce d'autres responsabilités en Normandie : président délégué de Seine Normandie Agglomération (2017-2020) et président du Musée des impressionnistes de Giverny (depuis 2015). À noter qu'il est aussi lieutenant de la gendarmerie nationale depuis 2011.

Après l'élection d'Emmanuel Macron à la présidence de la République en mai 2017, il est nommé secrétaire d'État chargé de la Transition écologique et solidaire. Exclu dans la foulée du parti Les Républicains, il adhère à la formation présidentielle LREM, devenue depuis Renaissance. En octobre 2018, il devient ministre chargé des Collectivités territoriales avant de prendre la tête du ministère des Outre-mer en juillet 2020. Depuis mai 2022 et la réélection d'Emmanuel Macron, il est ministre des Armées. Il a conservé parallèlement un mandat de conseiller départemental de l'Eure depuis 2017.